

Dans le cadre d'une position nationale pour la préparation du FP10 :

Position de l'Ifremer sur l'avenir des missions de l'UE et les conditions de leur réussite au niveau européen et au niveau national

Dans le cadre de la préparation des dernières années d'Horizon Europe et du prochain programme-cadre pour la recherche et l'innovation (FP10) qui doit débiter en 2028, l'Ifremer apporte sa contribution sur l'approche de la R&I axée sur les missions et poursuivra ce travail sur sa vision du FP10.

Les 5 missions de l'UE visent à trouver des solutions à certains des plus grands défis auxquels l'UE est confrontée. **Leurs objectifs de performance ambitieux et majeurs pour la vie future des citoyens européens, augmentent les possibilités que ces défis complexes puissent être relevés.**

L'expérience de l'Ifremer s'appuie sur sa participation dans **5 projets en cours** (CSA, IA)¹ de la mission « Restaurer notre océan et nos eaux » d'ici à 2030 (*nommée "Mission Ocean & Waters" ou "Mission"*), et sur ses engagements dans la Charte de la mission. Les recommandations se basent sur des constats partagés, notamment :

- **La réussite des missions repose sur une ambition très forte et audacieuse et une mobilisation de parties prenantes sans précédent, dans des conditions différentes de ce qui se fait d'habitude dans le programme-cadre de R&I ;**
- **Leur réalisation s'accompagne de nouvelles organisations adaptées pour la R&I au niveau national.**

L'approche orientée-mission de l'UE est un processus à long terme dont la mise en œuvre n'en est qu'à sa première phase (2021-2025). Les premiers projets Missions (WP2021) arrivent juste à mi-parcours de leurs travaux. A ce stade, il est donc important de dresser un bilan, à nuancer de ce qu'il reste à faire pour que l'UE réalise ses missions.

¹ Projets Mission avec participation de l'Ifremer :

- [PREP4BLUE](#) Preparing the Research & Innovation Core for Mission Ocean, Seas & Waters (1 June 2022/31 May 2025)
- [BlueMissionBANOS](#) Supporting the Mission Ocean Lighthouse in the Baltic and North Sea basins (1 Dec 2022/30 Nov 2025)
- [BlueMissionAA](#) Building a coordination Hub to support the mission implementation in the Atlantic and Arctic Basin (1 Nov 2022/31 Oct 2025)
- [BlueMissionMed](#) Lighthouse coordinating and supporting the innovation ecosystem for a Healthy, Pollution free Mediterranean Sea (1 Jan 2023/31 Dec 2025)
- [CLIMAREST](#): Coastal Climate Resilience and Marine Restoration Tools for the Arctic Atlantic basin (1 Dec 2022/30 Nov 2025)

Ifremer acteur de la mise en œuvre de la "Mission Ocean & Waters"
(Coordination & WP Leader & Task leader)

La Mission, dont l'objectif est la protection et la restauration de nos écosystèmes marins et aquatiques, est organisée en deux phases, la première dédiée au développement du projet et des solutions pour la période 2021-2025, la deuxième étant quant-à-elle conçue comme la phase de déploiement (2026-2030). Cette première phase de structuration de l'écosystème de la Mission est soutenue par des CSA (Coordination and Support Actions) et IA (Innovative Actions) au sein desquelles Ifremer est impliqué à des niveaux de coordination et de supervision de groupes de travail et de tâches.

Rappel de l'ambition politique au niveau européen/global en soutien à la Mission:

- **Le pacte vert européen & La loi européenne sur la restauration de la nature** – dont l'objectif reste de faire aboutir ce dossier sous la présidence Belge d'ici fin juin ;
- **Le Manifeste pour un Pacte Européen de l'Océan** - initiative innovante qui vise à faire avancer un agenda global de l'océan pour la prochaine Commission européenne. Inspiré par les principes et les objectifs de la "Mission Ocean & Waters", il trace la voie d'une action collective en faveur d'un développement durable ;
- **Une nouvelle feuille de route coproduite par la DG R&I et la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI/UNESCO)** - présente l'engagement et les contributions de la Commission européenne à la Décennie de l'océan et souligne son rôle en tant qu'acteur majeur de la R&I dans le domaine de l'océan par le biais d'initiatives telles que la "Mission Ocean & Waters" et son jumeau numérique européen.

Dans les projets en cours, **un niveau élevé d'engagement sociétal** est attendu ; Les phares "Lighthouses" doivent fournir une **base territoriale multi-acteurs et une gestion décentralisée**, qui n'existaient pas, et est donc à construire.

La position de l'Ifremer au sein de ces projets dédiés à l'élaboration du ciment sociétal et économique de la Mission en fait un témoin privilégié des avancements et transformations à l'œuvre.

Les constats sont les suivants :

Dans le cadre de ses travaux, l'Ifremer :

- Mobilise l'engagement d'acteurs publics, d'entreprises, de la société civile, ... ;
- Établit les liens entre des acteurs qui, d'une part, ne sont pas des partenaires habituels et, d'autre part, ne se sont souvent jamais rencontrés, afin qu'ils puissent se mettre d'accord sur un objectif commun, et agir promptement dans la même direction ;
- Adopte une méthode de travail différente par approches systémiques dans des projets ne portant pas uniquement des questions de Recherche.

Une dynamique est créée et doit se poursuivre de manière cohérente, holistique en vue de décloisonner les politiques, les instruments/financements et les acteurs.

Près de la moitié des actions lancées au cours de la période 2021-2022 et la plupart des appels lancés en 2023 étaient des projets IA soutenant l'essai, le pilotage et la validation de solutions transformatrices et innovantes. Cela indique que pour la "Mission Ocean & Waters", **l'accent est davantage mis sur l'utilisation et la valorisation des connaissances existantes².**

² Commission Expert Group to support the monitoring of EU missions <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6b1462c3-be60-11ee-b164-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-304078095>

Au niveau de la gouvernance de la CE, la "Mission Ocean & Waters" est soutenue par :

- **Des actions et synergies nouvelles effectives** entre la DG MARE, DG RTD & DG ENV ; Pour la mise en œuvre du Jumeau numérique des Océans (DTO) entre les DGs RTD & DEFIS. Cependant, cette gouvernance doit être améliorée (renvoi sur ce point aux propositions FP10/ gouvernance) et notamment en impliquant plus clairement la DG REGIO ;
- Un Mission Board dont on attend toutefois pour son second mandat, des actions plus concrètes et plus visibles ;
- La MIP Ocean "Mission Implementation Platform for Ocean & Waters" mise en place début 2023.

Conjointement, la mise en œuvre de la Mission n'est pas suffisamment soutenue par des actions coordonnées interministérielles et entre les différents niveaux de gouvernance national, régional, local (renvoi sur ce point aux propositions spécifiques à la Mission/gouvernance).

Ifremer invite à ne pas négliger les progrès réalisés et en cours :

- Les R&I Days 2024 et le *Mission Annual Forum 2024* ont souligné que la "Mission Ocean & Waters" commence à renforcer l'engagement des parties prenantes, à rehausser l'ambition et à accélérer les contributions *bottom-up* dans les projets ;
- Près de 600 actions de la Charte représentant 4,5 milliards d'euros investis, mobilisent des actions innovantes au niveau local dont la visibilité est accrue à l'échelle européenne ; La plateforme de la charte donne accès, entre autres, à des facilités de réseautage, à des actions de communication ;
- Le projet PREP4BLUE propose déjà des prototypes d'outils et de ressources pour la mise en œuvre des projets et la sensibilisation du public aux réalisations ;
- Le prototype du jumeau numérique des océans (DTO européen) sera bientôt dévoilé (juin 2024).

Nb- Les CSAs de la Mission élaborent actuellement un document commun sur leurs contributions, leurs résultats, les problématiques rencontrées ... Ce bilan complétera celui de l'Ifremer.

Les parties prenantes engagées dans les projets de la Mission, qui demandent plus d'effort que dans les projets de R&I « classiques », doivent être encouragées et soutenues.

FP10 - les recommandations de l'Ifremer pour une mise en œuvre réussie des missions (Inclus le soutien aux propositions du projet TRAMI et les résultats d'enquêtes menées par la CE)

- ❖ **Confirmer le rôle primordial de la R&I dans l'approche mission en tant que garant de l'intégrité scientifique des projets.** La R&I est au cœur du concept de missions pour en garantir les objectifs ambitieux et maximiser les impacts. Si les missions du programme-cadre de recherche et d'innovation Horizon Europe opèrent un changement de paradigme sur la manière dont la recherche est conduite, en associant d'autres acteurs à l'effort de recherche, les mesures prises pour relever les défis critiques des missions répondent à un besoin de connaissances de nature scientifique et nécessitent une garantie scientifique. A ce titre :
 - **Pour rester pertinent, la place des missions dans le programme-cadre de R&I doit être confirmée et le financement de la recherche et de l'innovation reste essentiel ;**
 - Les missions de l'UE orientent, dans les domaines concernés, la politique de l'UE en matière de recherche et d'innovation³ ;
 - Les domaines des missions s'adressent aux acteurs de la recherche, de la recherche fondamentale à la recherche orientée vers l'application. Si on se réfère aux appels du

³ Conformément au concept économique de « Mission-Oriented Innovation Policy » (Mariana Mazzucato), à l'origine du développement des Missions sous leurs formes actuelles.

WPMISSIONS2024⁴, il existe un **potentiel de forte mobilisation des institutions et des scientifiques** ;

- L'appropriation par des parties prenantes non scientifiques, l'implication des PP et les partenariats recherche - industrie sont des tendances lourdes et des éléments centraux des projets de recherche applicatifs, et représentent un **défi pour les organisations qui doivent aussi élargir les objets de recherche et adapter leur manière de conduire la recherche.**
- ❖ **Une période d'apprentissage conséquente est nécessaire pour comprendre, intégrer, et organiser les changements de « culture »**
 - **Créer une vision commune sur les missions** et acceptation de la responsabilité de relever les défis (ensemble) grâce à une partie dédiée du programme-cadre de R&I ;
 - Jouer un rôle constructif dans le processus de l'UE en cours : les missions nous engagent dans un processus d'amélioration continue pour se développer et obligent à réfléchir constamment à la manière de les concrétiser ;
 - Utiliser l'expertise des membres des Mission Board et rehausser leur rôle d'ambassadeurs ;
 - Chaque mission pourrait être portée par un/des leaders scientifique(s) pour "booster" la recherche européenne et nationale dans les domaines concernés.
- ❖ **Renforcer la légitimité des missions avec un engagement plus fort des dirigeants politiques européens, nationaux, régionaux et locaux**
 - Soutenir une **nouvelle structure de gouvernance avec un soutien politique fort au niveau européen** : les missions pourraient être **coordonnées par un vice-président de la Commission** et des ressources adéquates devraient être allouées à la coordination des missions (opportunité pour la nouvelle législature) ;
 - Solliciter un **engagement plus fort aux niveaux politique et stratégique des Etats membres et des régions ainsi qu'une gouvernance adaptée.**
- ❖ **Engager des actions pour une mobilisation multi-acteurs accrue.** La mobilisation dépend aussi de la visibilité des 5 missions qui reste encore trop faible (y compris au sein des communautés de recherche)
 - Le succès de la mobilisation multi-acteurs est une **responsabilité partagée entre la Commission et le niveau national**, sachant que la participation des citoyens et des parties prenantes est l'un des éléments constitutifs des missions de l'UE (*renvoi également sur ce point aux propositions spécifiques à la "Mission Ocean & Waters"*) ;
 - Démultiplier toutes les possibilités de dialogue et d'échanges, les campagnes/actions d'informations et de communication à grande échelle au niveau européen et national ;
 - Prévoir une communication spécifique sur le rôle que les communautés de recherche et d'innovation, les parties prenantes ciblées, doivent jouer dans la mise en œuvre des missions.
- ❖ **Poursuivre les actions avec un financement suffisant sur une période d'au moins 8 ans pour obtenir des résultats tangibles⁵**
 - **Prendre en compte l'aspect long-terme de l'approche en termes de changement des mentalités et de production de résultats** ; il est trop tôt pour évaluer l'ampleur de l'impact des missions ;
 - Développer davantage d'approches **pluridisciplinaires et intersectorielles** pour trouver des solutions, et assurer une meilleure **coordination entre la science et la société** ;

⁴ Une action expérimentale de 15 millions d'euros en faveur des missions de l'UE permettra de faire des universités ou des organismes de recherche, des points focaux des activités locales de R&I transdisciplinaires de portée européenne;

⁵ Cf. Intervention de Pascal Lamy aux R&I Days 2024 sur la nécessité d'un temps long et les risques pesant sur la non continuité d'un financement conséquent des missions

- Une étude⁶ souligne la nécessité d'accroître les possibilités, le financement et les exigences en matière **d'engagement des citoyens**. Elle préconise de s'attaquer aux obstacles à la participation, de se concentrer sur les avantages locaux, de cibler les jeunes et d'investir dans diverses méthodes d'engagement ;
- ❖ **Mobiliser des financements nationaux et régionaux, faire appel à des fonds privés et philanthropiques, et opérer les synergies nécessaires avec d'autres programmes communautaires**
 - Bien qu'elles soient ancrées dans Horizon Europe, le succès des missions dépendra aussi de la capacité à mobiliser des actions et des financements à travers les programmes européens, nationaux et régionaux ;
 - La Commission européenne doit développer une **stratégie de financement** adaptée et fournir des informations consolidées sur les options de financement existantes et prévues au niveau de l'UE au-delà d'Horizon Europe (et du FP10) ;
 - Envisager la possibilité de placer les synergies de financement et de programmation au cœur de la conception des programmes de l'UE pour la période 2028-2034.
- ❖ **Compte tenu de l'objectif global extrêmement ambitieux de la "Mission Ocean & Waters" ainsi que ceux de ses phares "Lighthouses"**
 - Ifremer attire l'attention sur la nécessité probable d'adapter l'évaluation des résultats de la Mission ;
 - Ifremer soutient la poursuite des CSA régionales en cours, reconfigurées en vue de la phase 2 de la mise en œuvre.

Des propositions d'actions correctives pour une mise en œuvre réussie de la "Mission Ocean & Waters" au niveau national

Mobilisation des parties prenantes :

Comme évoqué précédemment, le succès de l'engagement d'un large éventail de parties prenantes au-delà des secteurs traditionnels de la R&I, est une responsabilité partagée entre la Commission et les Etats membres.

Dans les projets, l'inclusion des citoyens et des parties prenantes reste en général trop faible :

- Afin de faciliter la mobilisation nécessaire des différents acteurs autour de la Mission, il manque un **"état de l'art français" actualisé de la connaissance globale et fine multi-acteurs de la R&I, des initiatives transdisciplinaires existantes, des structures du "tiers secteur" de la recherche, des secteurs socio-économiques, et particulièrement des organisations citoyennes intéressés par les sujets marins.**

En lien avec la question de l'écosystème multi-acteurs de la Mission, la CSA BlueMissionMed (façade Med) travaille sur **un pilot hub régional** (dont la réalisation pour la France est sous-traitée au pôle de compétitivité Mer Med) ; ce hub anticipe ce que pourrait être un futur pôle de compétences dont l'existence facilitera la mise en œuvre de la phase 2 de la mission pour son déploiement après 2025 ;

- Un tel hub n'existe pas pour les façades « Manche mer du Nord » et « Atlantique ». **Une harmonisation de méthode sera nécessaire.** Ifremer se rapproche de l'expérience des partenaires de l'Europe du Nord qui pourrait ainsi être dupliquée.

⁶ Citizens' awareness of EU missions and opportunities for citizen engagement <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/7f72cd5d-9e26-11ee-b164-01aa75ed71a1/language-en>

- **Ces initiatives doivent être soutenues et organisées par les ministères concernés**, dans le cadre de la gouvernance de la mission, **en confiant la responsabilité de développement au pôle Mer et aux régions.**

Une gouvernance adaptée :

Une approche pan gouvernementale est nécessaires pour laquelle le MESR a un rôle moteur essentiel. Les régions, les îles, les ports sont des zones clés pour la restauration (sites de démonstrations). Aussi, l'implication des autorités régionales et locales doit être organisée.

A ce titre, Ifremer propose l'élaboration d'un :

- **Plan national d'actions de mise en œuvre de la Mission** incluant les acteurs régionaux et des politiques de sites, mobilisant des financements nationaux et régionaux (financements régionaux et fonds structurels) ;
- **Cadre structuré pour la gestion des actions**⁷, permettant aux décideurs et aux parties prenantes de visualiser les changements nécessaires afin de mieux adapter les besoins aux ressources disponibles ; de décider d'actions plus concertées à mettre en œuvre ; d'identifier les opportunités et les lacunes pour de nouvelles actions, ...
- **Outil réunissant les actions communes à mener pour toutes les missions.**

Le mandat du groupe de coordination nationale doit être plus ambitieux et l'impact de ses actions amplifié (dont le suivi du plan d'actions national à élaborer). Expressions des besoins les plus urgents :

- **Lieu de réflexions et de décisions** réunissant un plus grand nombre d'acteurs concernés : les RPOs, les universités marines, les régions marines et maritimes, les pôles de compétitivité, les clusters et les industriels, les villes côtières, les organisations de la société civile, ... ;
- **Définition et mise en œuvre d'actions de soutien aux scientifiques et aux parties prenantes confrontés à des obstacles administratifs liés aux questions de gouvernance** : ex : dans les projets en cours de restauration d'envergure des écosystèmes, les scientifiques et/ou les parties prenantes ne peuvent pas porter, au-delà de l'expérimentation, seuls ces questions ;
- **Prise en compte de la dimension "eaux intérieures"** de la mission, en plus de l'océan: l'enjeu est d'impliquer les deux communautés (marine et eaux) et les ministères concernés sont en capacité de les réunir pour définir des actions intégratives ;
- **Gestion de portefeuilles de projets pour les activités intégratives** (mobilisant les composantes européenne, nationale, régionale), afin de maximiser les synergies, résultats et impacts et contribuer plus rapidement à des changements transformateurs ;
- La prise en compte des objectifs de la "Mission Ocean & Waters" dans les **Stratégies de bassins maritimes FR et celles des bassins versants associés** ;
- Considérer le potentiel de participation des Outre-Mer.

L'apprentissage continu passe par :

- Le partage d'information (transparence) régulier entre le MESR et les parties prenantes impliquées (attention particulière portée aux nouveaux entrants) ;
- L'élaboration d'infrastructures de soutien national ; de guides facilitant le travail des parties prenantes, de matériel de communication ;
- L'organisation de forums dédiés à l'apprentissage : CE, MESR, multi-acteurs ;
- Et de séminaire pour expérimenter des méthodes de travail axée sur la mission, pour les échanges de bonnes pratiques,

⁷ A ce titre voir le récent rapport de la CE qui présente une nouvelle approche de portefeuille visant à atteindre les objectifs des missions de l'UE par le biais d'actions coordonnées <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e00089d4-ec04-11ee-8e14-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-311950606>

- La mobilisation des structures représentant les citoyens (au-delà des ONGs).

La question des ressources (humaines) nécessaires :

Les ambitions des missions de l'UE de réaliser des changements transformateurs dans des délais relativement courts nécessitent des **ressources supplémentaires au niveau national et dans les projets**.

Pour exemple, les travaux des projets CSA en cours ont évolué à la demande de la Commission, vers de plus en plus d'activités de communication (présentations au forum mission, conférences internationales, à des eurodéputés...) et des exercices d'échanges de bonnes pratiques et de complémentarité avec d'autres initiatives et projets. Ces activités demandent du temps et requièrent des financements qui n'étaient pas prévus.

- La mise en œuvre réussie des missions créent des défis en matière d'importance de ressources à déployer et nécessite un **engagement envers de nouvelles capacités qui devraient actuellement émerger pleinement** ;
- Le sujet est important et pourrait être discuté en terme d'une **mutualisation** plus importante d'expertises/travaux, entre le MESR et les parties prenantes impliquées ;
- Pour la communauté de R&I, des redéploiements des activités et des actions de formations sont nécessaires.